



[Accueil](#) > [Politique](#) > [Tribunes](#)

Jacques Sapir ou le piège du souverainisme

JEAN-LOUP AMSELLE ANTHROPOLOGUE, DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS) 30 AOÛT 2015 À 17:06



Jacques Sapir, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), en 2008, à Paris. (Photo Lionel Bonaventure. AFP)

TRIBUNE L'économiste, chercheur réputé plutôt de gauche, a lancé un appel à une alliance de tous les partis anti-euro jusqu'au FN. Mais existe-t-il vraiment une bonne mouvance «souverainiste

populaire» ?

Jacques Sapir, dont les opinions, même si elles étaient souverainistes, se situaient plutôt à gauche, vient de déclarer qu'il appelait de ses vœux une alliance avec le FN, qui, malgré la «dédiabolisation» à laquelle s'emploie sa présidente, continue d'exprimer des positions racistes, antisémites et islamophobes. La pénétration croissante des idées de l'extrême droite au sein du milieu des personnages publics, au-delà du phénomène que constitue la poussée électorale du FN, était cantonnée, jusqu'alors, à des personnalités appartenant aux domaines politiques, journalistiques ou syndicaux. Le ralliement d'un chercheur réputé en sciences sociales au FN constitue, à cet égard, une première, et elle signifie que certaines digues ont sauté. Mais au-delà de cet événement, la nouvelle alliance ainsi souhaitée pose, de façon plus générale, la question de la pertinence de la thématique souverainiste en relation avec la crise qui secoue à la fois l'Europe et l'euro.

À LIRE AUSSI Sapir et le Front national, l'extrême jonction

J'avais attiré l'attention, dans un ouvrage paru l'année dernière (*Les Nouveaux Rouges-Brunes. Le racisme qui vient*, éd. Lignes) sur le développement d'une galaxie «rouge-brune», expression employée pour désigner toute une série de penseurs, intellectuels et idéologues passés de la gauche et de l'extrême gauche vers la droite et l'extrême droite, ou dont la pensée se situe à cheval sur la gauche et la droite, en ce qu'elle associe, notamment, une «gauche du travail», c'est-à-dire une critique du capitalisme et de l'ultralibéralisme à une «droite des valeurs» soucieuse de préserver les traditions familiales. C'est à l'intérieur de cette galaxie rouge-brune que se situent les différentes sortes de souverainisme - national et populaire -, lesquels débouchent, plus ou moins naturellement, sur des positions d'extrême droite. En effet, hors des bonnes ou des mauvaises intentions des uns et des autres, il n'existe pas, contrairement à ce que pensent certains - Frédéric Lordon -, de bonnes formes de souverainisme qui s'opposeraient à de mauvaises formes de cette figure du politique, celle incarnée de façon caricaturale par Jacques Sapir.

Au sein de la gauche, la pente souverainiste est ancienne, qu'on se souvienne du rapprochement raté de Jean-Pierre Chevènement avec Charles Pasqua, rapprochement renouvelé récemment entre le premier et

Nicolas Dupont-Aignan à la tête du mouvement de la droite extrême, Debout la France. Mais, elle touche bien d'autres secteurs de la gauche comme ceux se réclamant de la Gauche républicaine, qui mettent en avant la notion d'«insécurité culturelle» censée affecter les Français dits «de souche» en butte, selon eux, aux avantages indument accordés aux immigrés. Elle explique également le glissement d'un certain nombre de personnalités issues de la gauche vers une posture «nationale républicaine», type *Marianne* ou *Causeur*, défendant l'érection de frontières nationales protégeant la France d'une mondialisation sauvage. Face à une mouvance «souverainiste-nationaliste» existerait donc une bonne mouvance «souverainiste populaire», celle représentée sous la Révolution par Robespierre (Frédéric Lordon).

Or, le souverainisme populaire semble difficilement pouvoir échapper au cadre de l'Etat-nation, qu'il s'agisse de l'URSS et de la Russie, pour Jacques Sapir, ou de la France et de la Grèce, pour Frédéric Lordon, et de tout ce qui en découle : l'illusion démocratique, notamment sous sa forme électorale. Car, sous la défense des différents types de souverainisme gisent l'idée et l'illusion que la démocratie, les élections, en particulier, peuvent changer de façon sensible la donne des citoyens européens. Or, les contre-exemples abondent : le référendum de 2005 confisqué par les gouvernements européens et annihilé par Sarkozy sous la forme du traité de Lisbonne ; le référendum organisé par Tsípras, en juillet ; sans parler de la «trahison» de Hollande élu sur un programme de gauche et appliquant un programme social-libéral, etc.

Toutes ces élections, qui ont été organisées en totalité ou en partie dans un cadre national, n'ont en aucun cas exprimé une quelconque souveraineté populaire pour la bonne raison que l'espace de la souveraineté ne se décrète pas. On ne peut pas définir, en effet, ce qui constitue l'espace de la souveraineté indépendamment des luttes qui permettent aux acteurs sociaux de dégager un espace de liberté. La souveraineté du peuple s'exprime lors de grèves et de manifestations, qui visent à améliorer les conditions de vie, et ces mouvements sociaux peuvent aussi bien se dérouler dans un cadre local (entreprise, municipalité), que national (secteur public et nationalisé) ou international (multinationales). Le cadre national n'est que l'un des espaces d'expression de la souveraineté populaire et, comme le montrent les expériences menées par Podemos à Madrid et à Barcelone, la souveraineté peut prendre la forme d'une «autonomie populaire» dans le cadre de laquelle les citoyens prennent en main leurs propres affaires au niveau local. Il en va de même pour les SEL (systèmes d'échanges locaux) et autres «comités de quartiers», qui voient le jour un peu partout.

Rabattre la souveraineté populaire sur le cadre de l'Etat-nation conduit donc à fétichiser celui-ci comme forme d'expression privilégiée du politique. Dans une optique de gauche, marxiste, le schéma national n'a jamais constitué l'échelon pertinent d'analyse puisque ce sont les rapports sociaux de production qui forment l'armature de la problématique et de l'organisation des luttes. L'émergence de la thématique souverainiste chez des penseurs de gauche, que ces derniers soient dévoyés ou non, ne traduit, au fond, que la dilution des rapports de production capitalistes sous l'effet du chômage et du précarité et l'exposition corrélative des travailleurs et des citoyens aux différentes formes de nationalisme qui fleurissent à l'(extrême) droite et à l'extrême gauche.

Jean-Loup AMSELLE Anthropologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)